

*Hors-série uniquement à destination du réseau des Chambres d'agriculture

LA PRODUCTION DE RÉFÉRENCES TECHNICO-ÉCONOMIQUES : UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Depuis une trentaine d'années environ, les Chambres d'agriculture, en partenariat avec l'Institut de l'élevage (Idele), ont mis en place un dispositif de production de références technico-économiques dans les filières d'élevages ruminants, déployé sur la quasi-totalité du territoire français. Vingt ans après les premiers suivis de fermes, le besoin grandissant de références en productions végétales et la réussite méthodologique des Réseaux d'élevage poussent les Chambres à élargir le dispositif aux filières grandes cultures et viticulture. Le dispositif, initialement nommé « ROSACE », sera rebaptisé « INOSYS » dans les années 2010, pour « Innovations, systèmes ». Aujourd'hui, pourtant reconnu et apprécié par les acteurs du dispositif dans les Chambres (conseillers, chargés de mission, chargés d'études, chefs de service) et par d'autres structures (INRAE, France Stratégie, Instituts techniques, enseignement), INOSYS ne semble pas trouver sa place dans le *Projet stratégique* des Chambres d'agriculture, et l'équation de la part revenant à la référence dans le conseil ne semble pas résolue, bien que celle-ci contribue amplement aux prestations réalisées. Outre la production de références et des publications associées produites par les acteurs du dispositif - partie visible de l'iceberg -, il convient de mettre en lumière ce qui est à première vue non visible, cette partie immergée de l'iceberg, trop souvent négligée et pourtant inédite, dans la qualité et le détail des données récoltées, par son approche systémique et la finesse de son maillage territorial, sa force partenariale et surtout, l'accélérateur d'expertise des conseillers.

Tout positionnement rationnel, c'est-à-dire exempt a priori de sentiment, n'est possible qu'à partir d'une référence, une représentation mentale d'un axe horizontal sur lequel nous positionnons l'objet d'intérêt, avec en son milieu une valeur moyenne. Affirmer que « cet homme est grand », c'est implicitement positionner cet homme par rapport à la « taille moyenne des hommes » de son âge ; cette notion de moyenne, elle a été acquise par expérience, où chaque rencontre devient une référence supplémentaire dans notre axe de « taille moyenne des hommes ».

Par ce même raisonnement, affirmer que « ce système d'exploitation est performant », c'est aussi implicitement placer l'exploitation dont il est question sur l'axe « performance d'un système », et observer son positionnement par rapport à la moyenne de son type.

Or, si nous croisons un nombre indéfini d'hommes, nous permettant de créer dans les premières années de notre vie, notre référentiel de « taille moyenne des hommes », le nombre d'exploitations agricoles que le conseiller croise dans sa carrière reste modeste, et le référentiel mental de « performance d'un système » qu'il construit demande du temps, de l'expérience, de la bouteille.

Un jeune conseiller donc, dont la base de données personnelle en terme de références est peu fournie, a peu d'éléments en sa possession pour positionner une exploitation par rapport à une moyenne, de même pour un conseiller plus expérimenté, pour qui certains indicateurs seront acquis, et d'autres non. Construire un dispositif de production de références prend alors ici son sens premier : apporter de l'expertise.

Partie 1

Une méthodologie rigoureuse et fonctionnelle

Fort de plus de trente ans d'expérience, le dispositif INOSYS est le témoin d'un engagement commun et réussi des Chambres d'agriculture régionales et départementales, dans la mise en place d'une méthodologie rigoureuse et homogène, déployée sur l'ensemble du territoire. Cette force s'accompagne d'une réussite partenariale incontestable entre les Chambres d'agriculture et l'Institut de l'Élevage, permettant la structuration du dispositif dans l'espace et dans le temps.

Un dispositif en 3 dimensions

Par son caractère historique et sa finesse typologique, la méthodologie INOSYS a permis de construire, au fur et à mesure du temps et des besoins du monde agricole, un dispositif en 3 dimensions, tant dans sa partie de suivi que dans les réponses qu'il apporte.

3 dimensions de suivi

La nature des suivis de ferme permet de construire la « FRANCE INOSYS 3D » (Figure 1), qui prend en compte :

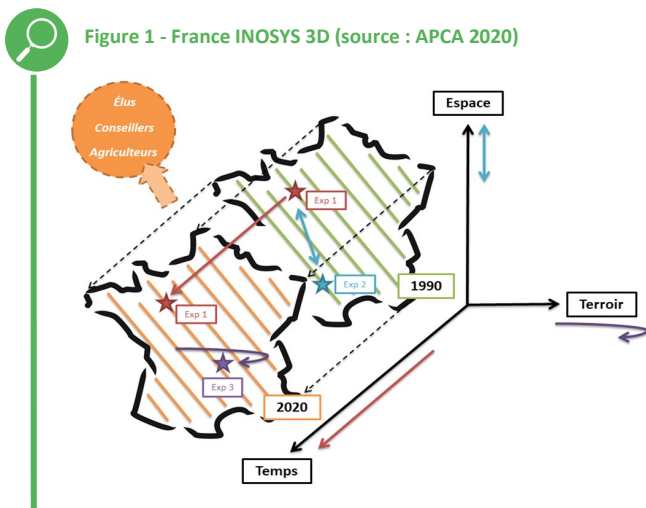
- * **la dimension temporelle** (Exp 1), où le suivi dans le temps (30 ans pour les réseaux d'élevage, 10 ans pour les Réseaux végétaux), permet d'explorer l'évolution des exploitations sur un pas de temps long ;
- * **la dimension spatiale** (Exp 1/Exp 2), où le déploiement national d'une méthodologie homogène permet de comparer des systèmes d'exploitation du département à la région, de la région au national ;
- * **la dimension terroir** (Exp 3), où la typologie extrêmement fine du dispositif, ainsi que la quantité de suivis, permettent d'explorer la complexité agricole d'un même terroir et de positionner une exploitation suivie par rapport aux exploitations du même type et à spécificités pédoclimatiques similaires.

4 cibles à attentes différentes

La réponse du dispositif concerne quatre cibles principales :

- * **les agriculteurs** : lorsqu'il intègre le dispositif, l'agriculteur reçoit, en échange du partage de ses données, un accompagnement personnalisé sur la gestion technico-économique de son exploitation, à travers une restitution individuelle ou en groupes des résultats ;
- * **les conseillers** : toujours plus sollicités dans leur expertise, les conseillers s'appuient sur les références et outils alimentés par les données INOSYS pour réaliser leurs prestations ;
- * **Les développeurs d'outils** : les données en libre accès permettent d'alimenter les travaux de recherche d'instituts techniques et d'acteurs de la recherche/développement ;
- * **les élus et décideurs publics** : grâce à des études prospectives ou à des évaluations sur les pas de temps longs, les références et outils développés par INOSYS permettent d'apporter des réponses chiffrées sur les politiques publiques passées ou à venir, permettant le positionnement des élus.

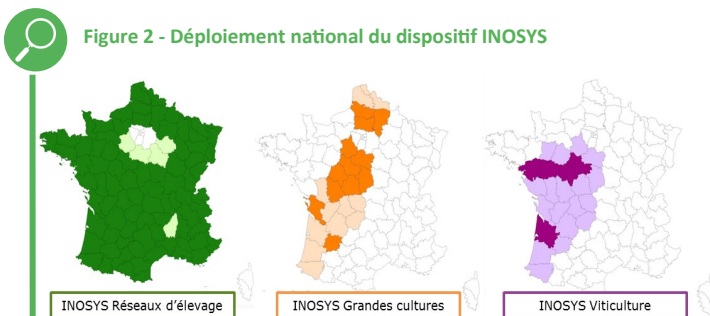
Figure 1 - France INOSYS 3D (source : APCA 2020)



Produire de la donnée

La première étape du dispositif consiste à « produire de la donnée », c'est-à-dire à relever, sur le terrain, des données technico-économiques directement issues d'exploitations agricoles suivies par les conseillers. L'approche est systématique : chaque atelier sera étudié dans ses interactions réelles et potentielles avec les autres ateliers de l'exploitation, considérant le système comme un tout, plus complexe que la somme de ses ateliers. Ces données sont capitalisées dans une base de données nationale développée par l'Institut de l'élevage (diapason).

Figure 2 - Déploiement national du dispositif INOSYS



Note : La couleur claire correspond aux régions administratives impliquées, la couleur foncée correspond aux départements réellement actifs dans le dispositif (suivis de fermes et/ou cas-types).

Source : « Diagnostic INOSYS, le dispositif de production de références des Chambres d'agriculture », Vanessa FONSECA, 2020

A l'échelle nationale, cette production de données est permise par le travail consciencieux de près de 230 conseillers répartis dans 85 départements (Figure 2), permettant ainsi le suivi de près de 1800 fermes, et ce sur 9 filières : bovin viande, bovin lait, ovin viande, ovin lait, caprins, veaux de boucherie, équins, grandes cultures et viticulture.

Une typologie fine et représentative de l'agriculture française

Chaque système d'exploitation peut être défini par la case typologique à laquelle il appartient. En effet, si le Recensement Agricole et le RICA utilisent des classifications d'exploitation spécifiques à leurs dispositifs, les experts INOSYS ont défini une typologie inédite des exploitations agricoles, en collaboration avec les instituts techniques et l'INRAE.

Cette typologie est fondée sur 7 principes, dont les deux premiers sont la significativité des ateliers (seuil minimal de nombre d'animaux et/ou d'hectares), et la hiérarchisation par l'impact des ateliers sur le système, où certaines productions seront jugées plus structurantes pour l'organisation du système agricole, comme la présence d'un atelier d'élevage significatif, estimé plus structurant qu'un atelier de productions végétales lorsque celui est également significatif sur l'exploitation.

Outre son approche par atelier, la construction de la typologie a pour avantage la possibilité d'une déclinaison régionale, permettant d'approfondir le classement des exploitations sur des critères climatiques, topographiques et agronomiques, essence même de l'agriculture française.

Construire un outil de positionnement, d'anticipation et de prospective

Le suivi d'au moins 5 fermes d'une même case typologique, identiques à l'échelle régionale ou à celle du bassin de production, permet la production d'un outil de positionnement et de prospective : le cas-type. Les experts INOSYS d'une filière donnée se réunissent, comparent les données techniques et économiques des fermes, et modélisent la « ferme-type », 4 pages regroupant les données de cette ferme modélisée, représentative du fonctionnement des fermes appartenant à cette même case typologique.

Le cas-type est un outil à trois fonctions principales :

- * **un outil de positionnement** : dans l'activité de conseil, après avoir défini la case typologique à laquelle appartient la ferme qu'il souhaite mener vers la multiperformance, le conseiller peut, par la comparaison de quelques indicateurs, positionner la ferme par rapport au cas-type et donc, par extension, aux systèmes d'exploitation à typologie identique. Après analyse, ce positionnement permettra au conseiller d'identifier très rapidement les difficultés et leviers à mettre en place pour atteindre les objectifs de l'exploitant ;
- * **un outil d'anticipation** : tout changement de pratique, à l'échelle parcellaire ou du système, entraîne des conséquences économiques. A partir de ce constat, tout conseil technique de changement de pratique peut et doit s'accompagner d'une anticipation des conséquences économiques que cela pourra avoir sur le système d'exploitation étudié ; cet accompagnement est possible grâce au cas-type, qui

permet de tester des scénarii techniques et d'en appréhender les conséquences économiques. A titre d'exemple, l'étude récente sur l'impact technique et économique du « Zéro Herbicide » dans les vignes¹ ;

- * **un outil de prospective** : à échelle régionale, nationale et européenne, les politiques publiques ont des répercussions directes sur les exploitations agricoles ; le cas-type permet, en modifiant les indicateurs qu'il propose, d'évaluer les conséquences d'une future loi. Dans le contexte actuel de la réforme de la Politique Agricole Commune, le cas-type sera un outil de chiffrage micro-économique des conséquences des politiques européennes à l'échelle de l'exploitation agricole voire, par extrapolation, à l'échelle territoriale.

A ce jour, le réseau compte plus de 200 cas-types Réseaux d'élevage, 26 en Viticulture et 29 en Grandes cultures.

Analyser et diffuser les données produites

Outre la modélisation de cas-types, les données brutes relevées sont une base de données pour :

- * **produire des référentiels économiques, études, articles, et autres publications** de positionnement, permettant d'alimenter la réflexion des conseillers techniques, de gestion d'entreprise, des chargés d'études économiques mais aussi des élus, où environ 150 publications annuelles sont publiées par les équipes INOSYS Réseaux d'élevage ;
- * **servir de références pour construire et alimenter les outils de conseil technico-économiques** (Calculettes de changement de pratique en viticulture, Référentiel Economique du Vigneron, COUPROD, CAP'2ER, cap'ECO, etc.) ; ces outils largement utilisés par les conseillers permettent, en plus de leur apport en expertise, d'augmenter l'offre de services marchands des Chambres d'agriculture par la prestation ;
- * **observer des trajectoires de filières**, en analysant l'évolution des données d'un même système sur un pas de temps long, soit près d'une trentaine d'années dans le cas des Réseaux d'élevage, et d'une dizaine d'années pour les grandes cultures ; cette analyse est un moyen d'évaluer les conséquences des politiques publiques, à posteriori – contrairement au cas-type qui permet leur anticipation.

Partie 2

Des compétences induites trop peu reconnues

Plus qu'un simple dispositif de production de références, les réseaux INOSYS sont, entre autres, des viviers de compétences et d'expertises de l'approche système et des notions technico-économiques dans le monde agricole, partie immergée de l'iceberg, qu'il convient d'exploiter et de reconnaître à sa juste valeur.

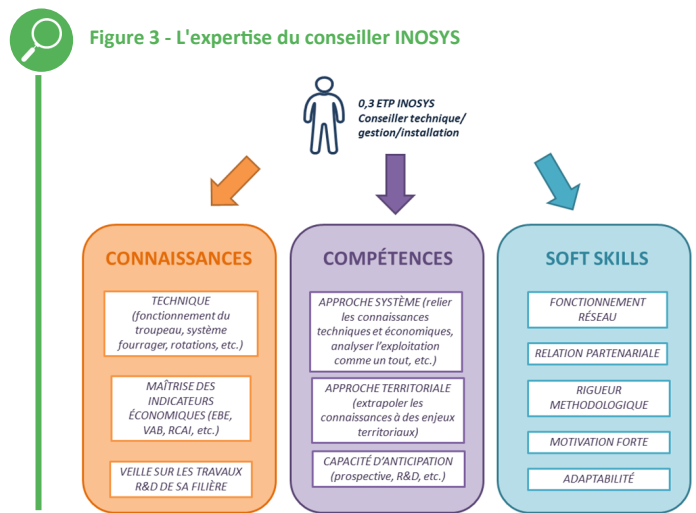
L'expertise du conseiller INOSYS

Les conseillers du dispositif INOSYS ont en moyenne 0,3 ETP consacré à la production de références et idéalement à leur valorisation². Leurs profils sont variés, majoritairement des conseillers d'élevage, de gestion ou d'installation/transmission.

1 « Une viticulture sans herbicide, quels impacts économiques sur l'exploitation ? », à retrouver sur le site des Chambres d'agriculture France, rubrique « Informations économiques > INOSYS - Références technico-économiques > INOSYS Viticulture > Publications nationales », Chambres d'agriculture 2020

2 « Diagnostic INOSYS, le dispositif de production de références des Chambres d'agriculture », Vanessa FONSECA, 2020

Les 0,3 ETP alloués à INOSYS permettent d'ajouter plusieurs cordes à l'arc de connaissances et de compétences du conseiller, qu'il valorise dans son activité de conseil et dans les prestations qu'il réalise. Les 230 conseillers INOSYS du réseau des Chambres sont des conseillers multitâches, formés aux connaissances techniques et économiques, capables de concevoir une exploitation dans son ensemble, et d'extrapoler ces enjeux par une approche territoriale (Figure 3). A l'heure de l'évolution des métiers du conseil vers de la prestation, et d'un besoin accru de polyvalence chez les conseillers, au risque de diluer l'expertise dont il fait preuve, le caractère multitâche des conseillers de la référence, formés par « l'école INOSYS », est un atout fort pour atteindre les objectifs des Chambres et conserver la qualité des prestations réalisées.



La formation des jeunes conseillers

A l'heure où les exigences professionnelles des jeunes actifs changent, les Chambres d'agriculture, comme toute autre structure, vont devoir faire face aux attentes d'une nouvelle génération d'ores et déjà sur le marché du travail. Dans une étude de l'Institut de Recherche ADP³, spécialisé dans les ressources humaines, une notion prend un sens particulier dans l'intérêt du dispositif INOSYS pour les Chambres d'agriculture : la « sécurité de l'emploi ». Alors qu'elle correspondait à l'idée de permanence, d'une carrière professionnelle linéaire dans une seule et même structure, les jeunes actifs sont dorénavant plus enclins à une certaine mobilité, assurés que leur sécurité de l'emploi se trouve dans le réseau professionnel qu'ils se construisent, plus que dans la structure pour laquelle ils travaillent. Cette nouvelle définition de la « sécurité de l'emploi » a pour conséquence directe un « turn-over » grandissant que l'on peut observer dans le réseau des Chambres, et qui entraîne, par les départs - spontanés ou en retraite - non remplacés ou non tuilés, une perte nette des compétences et de l'expertise des conseillers.

Si la moyenne d'ancienneté dans les Chambres est aujourd'hui de 14 ans⁴, ce chiffre risque de diminuer progressivement dans les années à venir, emportant avec lui les années d'expertise des conseillers, et donc la qualité des prestations rendues aux agriculteurs.

3« The Evolution of Work : The Changing Nature of the Global Workplace », ADP Research Institute's, 2016

4 Chambres d'agriculture France, Dates et chiffres clefs du réseau, 2017

A titre d'exemple, alors que l'extrême majorité des conseillers INOSYS était historiquement composée de conseillers expérimentés, aujourd'hui, 46% des conseillers INOSYS ont plus de 10 ans d'expérience dans les réseaux, 32% d'entre eux ont entre 2 et 10 ans d'expérience, et 22% ont moins de 2 ans d'ancienneté⁵.

À l'échelle du réseau des Chambres, cette diminution d'expérience chez les conseillers, ainsi que leur potentielle volatilité, fragilise les connaissances et savoir-faire historiques du réseau. Pour pallier ce phénomène, le dispositif INOSYS pourrait mettre en place une première clé essentielle, le « catalyseur d'expertise », et propose une seconde clé à travers le « parcours systématique ».

« Catalyseur d'expertise »

La première, essence même du dispositif, est la notion de référence en tant que telle : comme développé en introduction, la possession de références agit comme un « catalyseur d'expertise », un support fiable sur lequel le conseiller peut s'appuyer pour positionner l'exploitation dont il a la charge, par rapport aux autres exploitations de son type et de son terroir ; sans expérience et sans référence, l'évaluation d'une exploitation devient un exercice incertain, diminuant ainsi la qualité de la prestation réalisée ;

« Parcours systématique »

La seconde est une suggestion, une ambition, une exigence de l'expertise des conseillers de plus en plus jeunes et de plus en plus volatils : si un « parcours d'intégration » est fortement encouragé pour tout nouveau collaborateur des Chambres, il conviendrait d'envisager un « parcours systématique ». Une formation à l'approche système, agrémentée de références technico-économiques, réalisée de manière systématique pour tout nouveau conseiller des Chambres. Cette formation à l'approche système technico-économique d'une durée de six jours, dispensée par les conseillers les plus expérimentés, se déroulerait en trois modules d'apprentissage : théorique d'abord, puis à travers un suivi de ferme-terrain incontournable et enfin par une étude pratique en lien avec la ferme suivie.

À travers cette formation, trois points se distinguent : (i) la transmission des compétences, par le dialogue entre les anciennes et les nouvelles générations de conseillers ; (ii) la montée en expérience accélérée des jeunes conseillers par l'approche terrain, permettant de faire face au « turn-over » de plus en plus présent dans le monde professionnel ; (iii) l'intégration de la culture économique chez les conseillers techniques, laquelle trop souvent observée dans les métiers techniques.

Plus qu'un simple parcours de formation pour les jeunes conseillers, ce « parcours systématique », s'il est mis en place, donnerait une impulsion claire à la volonté de changement de culture du conseil en Chambres d'agriculture, intégrant dans son conseil technique, l'approche système et technico-économique, notion historique du réseau INOSYS, comme soutien opérationnel, entre autres, des ambitions du « Conseil stratégique : multiperformance et transitions agricoles » et du « Conseil Elevage » des Chambres d'agriculture⁶.

⁵ « Diagnostic INOSYS, le dispositif de production de références des Chambres d'agriculture », Vanessa FONSECA, 2020

⁶ Projet Stratégique 2019-2025 des Chambres d'agriculture, DAS 2. et DAS 4., 2019

■ Une position stratégique dans le paysage de la R&D Agricole

La production de références est soutenue par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à travers l'Action Thématique Transversale (ATT) REFAGRI-IT. Cette ATT permet une mise en commun, à l'échelle nationale et inter-filière d'élevage, de la méthodologie et de l'outil de stockage des données (diapason), également adaptables aux grandes cultures. Ainsi, de la filière apicole aux élevages équins, en passant par les ruminants et porcins, le langage de la référence est le même. La maîtrise de ce langage, parlé par près de 230 conseillers des Chambres, est éminemment stratégique pour le réseau, lui donnant une place dans le paysage de la R&D Agricole des filières d'élevage françaises.

Au vue des investissements des Chambres d'agriculture et des enjeux de l'évolution des pratiques agricoles à venir, il serait souhaitable de mettre en place une ATT multipartenariale toutes filières, plus structurante pour le dispositif, en associant le réseau des Chambres et les Instituts techniques.

Si plus de 1700 fermes d'élevage sont suivies annuellement par les conseillers des Réseaux d'élevage, moins de 100 fermes sont suivies dans les filières grandes cultures à l'échelle nationale dans le dispositif INOSYS, et aucune ne font l'objet de suivi dans les filières viticulture, maraîchage et arboriculture. Si certaines Chambres départementales réalisent probablement de la référence adaptée à leurs besoins, le déploiement d'une méthodologie homogène et la mutualisation des données, amendées par les références, lorsqu'elles existent, des instituts techniques de la production végétale, serait une réelle plus-value pour le réseau des Chambres.

■ « Faire réseau », essence du dispositif INOSYS

A l'heure où les Chambres pointent la nécessité de « faire réseau » comme une priorité stratégique, les équipes INOSYS Réseaux d'élevage peuvent d'ores et déjà saluer leur travail de mutualisation nationale et d'accordement méthodologique, et ce dans chacune des filières du réseau.

Les équipes marchent au même pas depuis près de 30 ans, communiquent avec les mêmes éléments de langage. Ce fonctionnement réseau est d'ailleurs régulièrement pointé du doigt, dans son absence de transfert des productions envers les conseillers non INOSYS. La notion de transfert est donc un axe stratégique de la négociation avec le partenaire, dans le contexte de la mandature en cours.

Or, si la mutualisation des données entre les Chambres productrices est un argument fort du dispositif, la mutualisation des connaissances qui en découlent pour l'ensemble du réseau est un sujet délicat : à l'heure actuelle, la production de références est un investissement financier et humain des Chambres départementales qui œuvrent pour le dispositif. Accentuer le transfert, c'est donc demander aux Chambres départementales du dispositif INOSYS de financer l'accès aux données pour l'ensemble des collaborateurs Chambres.

A l'image d'une Chambre départementale qui aurait arrêté le suivi de fermes de références sur son territoire, mais qui utiliserait la donnée du département voisin, le transfert de connaissances, pris en charge par les Chambres départemen-

tales du dispositif, au profit du réseau entier, peut être envisagé d'un mauvais œil par les Chambres ayant investi sur la référence. Si le transfert est estimé d'intérêt commun pour l'ensemble des conseillers des Chambres d'agriculture, alors la production de références et le transfert doivent être financés par le réseau dans sa globalité, et ne plus dépendre des investissements individuels des Chambres départementales. Autrement dit, le réseau des Chambres d'agriculture pourrait miser stratégiquement sur une mutualisation des moyens, en positionnant le dispositif dans sa stratégie nationale.

Partie 3

Repenser la place du dispositif

En finir avec les idées reçues

Il est vrai que la méthodologie du dispositif est ardue et son application sur le terrain difficile : elle demande un investissement de la part des conseillers chargés du suivi des exploitations, de la formation aux outils utilisés, de l'appropriation d'indicateurs économiques souvent peu familiers, d'une connaissance technique certaine. Son homogénéité nationale se confronte souvent aux spécificités régionales, sa déclinaison par filière complexifie l'organisation en réseaux. Si des améliorations sont certes à envisager, à ces critiques se confronte cependant une réalité indéniable : peut-on attendre d'un dispositif à méthodologie rigoureuse, déployé sur autant de départements et à un tel niveau d'expertise, de fonctionner sans aléas ?

« INOSYS fonctionne en cluster »

Le niveau d'expertise des conseillers impliqués, l'héritage historique d'un fonctionnement en réseau et la réussite du partenariat, ont pu laisser cette impression d'un fonctionnement « d'entre soi », où les échanges entre les conseillers INOSYS et les conseillers non INOSYS, cette transversalité, permettant à tous de bénéficier d'une expertise, n'est pas toujours bien assurée. Ce point d'amélioration du transfert est évidemment une priorité pour la rénovation des Réseaux d'élevage, mais il est intéressant à nuancer : si les équipes fonctionnent aujourd'hui en réseau « clos », c'est aussi parce que l'animation des équipes, assurée par le partenaire, a été délaissée dans les stratégies des Chambres ; pour appui, le cumul du temps de travail des référents INOSYS régionaux à l'échelle nationale s'évalue à 1,43 ETP, contre 11 ETP du côté de l'Institut de l'Élevage.

« INOSYS coûte cher »

L'investissement direct par les Chambres d'agriculture (PRDA et TATFNB) est estimé à 3,3 Millions d'euros à l'échelle nationale. A ceci s'ajoutent environ 2 Millions d'euros investis par l'Idele, ce qui porte le coût total du fonctionnement du dispositif à 5,5 Millions d'euros. Si cette somme paraît a priori élevée, c'est sans prendre en compte, en plus de l'apport d'expertise à ses conseillers, les produits dont bénéficient les Chambres d'agriculture grâce au dispositif :

* les outils techniques en élevage, et notamment COUPROD et CAP2ER, sont des outils alimentés par les bases de données INOSYS, et développés par les équipes INOSYS conjointes Chambres/Idele : au vue du nombre de conseillers d'élevage qui utilisent cet outil dans leurs prestations, quelle part peut-on allouer au dispositif ?

- * les ambitions du DAS 4 élevage portent sur l'accompagnement à la performance économique des exploitations d'élevage ; or, les conseillers élevage INOSYS, formés aux approches systèmes et technico-économiques, sont idéalement placés pour participer à la réalisation de ces prestations ;
- * le développement en cours d'un outil conjoint entre le service marchand pour l'application MesM@rchés et les équipes INOSYS Grandes cultures sur le calcul des coûts de production a deux objectifs : alimenter l'outil MesM@rchés avec un module de calcul de coûts de production en grandes cultures, et créer une application de calcul de coûts de production, disponible pour les agriculteurs. Quelles parts de la prestation utilisant MesM@rchés peut-on, une fois encore, allouer à INOSYS ?
- * lorsque les équipes INOSYS Viticulture se penchent, conjointement avec les équipes DEPHY, sur le chiffrage de l'arrêt des herbicides dans les vignes, en mettant en place une méthodologie effective et applicable à tout système d'exploitation, quelle part du dispositif INOSYS accorde-t-on lorsque le conseiller viticulture s'appuie sur cette étude pour réaliser une prestation ?

« INOSYS n'est pas moderne »

Le dispositif est victime d'une vision désuète de son activité, liée à une représentation du dispositif comme un « observatoire figé », producteur de « cas-types », peu utilisés sur le terrain. Cette représentation, si elle peut s'expliquer par un héritage historique, est surtout liée à la méconnaissance des activités des Réseaux d'élevage. Car si le dispositif est d'abord un observatoire des exploitations agricoles, ces observations ne permettent pas uniquement d'observer les trajectoires sur des pas de temps longs, mais elles sont la première pierre pour comprendre le fonctionnement global des systèmes émergents, pour permettre le chiffrage des changements de pratiques, qui se réfère indéniablement à des systèmes conventionnels. La question du chiffrage de la transition, dans les thématiques on ne peut plus actuelles du monde agricole, de la stratégie IRD des Chambres, à celle de la Commission Européenne dans son rapport « Farm to Fork » (Changement climatique, méthanisation, réduction des produits phytosanitaires, culture innovante, labellisation, démarche qualité et création de valeur, etc.) sont des thèmes d'ores et déjà abordés dans la « Collection Théma » du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage.

Le positionnement des Réseaux végétaux est plus délicat : le délitement progressif des réseaux est une preuve, entre autres, du manquement d'intérêt des Chambres départementales à réaliser du suivi de ferme de références dans la méthodologie historique d'INOSYS Réseaux d'élevage, c'est-à-dire, pour in fine produire un « cas-type conventionnel ». Le besoin de rénovation de la méthodologie des Réseaux végétaux est important, en particulier pour répondre aux thématiques liées à l'innovation technique et au chiffrage de la transition. Dans ce but, la mise en place de « groupes mixtes » de travail entre les équipes INOSYS Réseaux végétaux, et les réseaux d'innovations techniques des Chambres d'agriculture (DEPHY, AB, IRD, etc.), et ce en grandes cultures, viticulture, arboriculture, maraîchage et agroforesterie, permettront de repenser la méthodologie INOSYS au plus près des besoins du terrain.

« INOSYS est trop compliqué »

Il est vrai que la méthodologie du dispositif est fastidieuse, difficile à prendre en main rapidement, et demande une formation profonde des conseillers intégrant le dispositif. Or, c'est aussi cette méthodologie et la formation à l'outil de stockage diapason qui permettent de conserver sa qualité. Il est évidemment envisageable d'alléger certains éléments de la production de références, comme de diminuer le niveau de stockage minimum des données, mais ces allègements méthodologiques s'accompagneront inévitablement d'un allègement qualitatif. A l'heure où le monde agricole est attendu sur des problématiques de plus en plus complexes, évaluées sur des indicateurs de types environnementaux ou sociaux, diminuer la qualité de la donnée pourrait être une erreur stratégique.

Rappelons que la branche « Agriculture et Alimentation » de l'ONU, la FAO, a mis en place en 2014 un dispositif de production de références à échelle mondiale, « l'Observatoire des Agricultures du Monde », l'OAM (fr.), ou « World Agriculture Watch », WAW (eng.), en s'appuyant sur l'expertise de la méthodologie INOSYS. Cet observatoire vise à accompagner la transition agricole à l'échelle globale : « La population agricole mondiale est confrontée à un certain nombre de problèmes qui sont étroitement liés : elle doit s'adapter au changement climatique, se tourner vers des pratiques agroécologiques qui rendent l'agriculture plus résiliente et améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et ses revenus. »⁷

■ Un soutien opérationnel du Projet Stratégique des Chambres d'agriculture

La production de références et le chiffrage économique de la transition sont des notions omniprésentes dans les Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) du Projet Stratégique des Chambres d'agriculture. Près de 11 DAS sur 16, dans leur approche, nécessiteront pleinement ou partiellement de repères technico-économiques pour honorer leurs ambitions. Pour répondre à cela, le dispositif INOSYS semble idéalement placé pour apporter sa méthodologie homogène, son expérience et son expertise à l'ensemble du réseau qui pour l'heure, ne présente pas de pistes opérationnelles sur la production de références. Les valises INOSYS sont prêtes, non pas à prendre le large, mais à se déplacer, de Chambre en Chambre, de DAS en DAS, de service en service, pour permettre à tous d'honorer leurs objectifs d'un seul et même langage.

Conclusion

La marge de progression du dispositif est assez large, et les Chambres d'agriculture doivent être fières de la réussite d'un dispositif d'une telle ambition.

Cette fierté ne doit pas être ressentie uniquement par les nombreux acteurs de la référence en Chambres, cette fierté, elle doit remplir le réseau dans son entièreté, ce capital humain, et particulièrement les directions et élus, qui sont en mesure de reconnaître la puissance d'un tel dispositif, ses faiblesses certes, parce qu'il en existe, mais ses forces, surtout.

Les Chambres d'agriculture devraient être fières de porter un dispositif à échelle nationale, avec une telle rigueur méthodologique, fières d'avoir pu porter cette ambition avec un partenaire ancré dans le paysage agricole français, l'Institut de l'Elevage, fières de la quantité de données que les conseillers ont su relever, de leur qualité et de leur mutualisation nationale, fières de la construction d'une typologie extrêmement fine des systèmes agricoles, permettant jusqu'aux typages des exploitations à spécificités régionales, fières des anticipations dont le réseau est capable en répondant d'ores et déjà à des problématiques de chiffrage de la transition, et fières surtout, de l'expertise dont font preuve leurs conseillers producteurs de références, capables d'analyser un système d'exploitation dans sa globalité, de conseiller les agriculteurs au-delà du soutien technique, de comprendre les mécanismes d'interconnexions entre les ateliers.

Si certaines Chambres départementales sont éminemment convaincues de l'intérêt du dispositif dans leurs activités et dans l'expertise de leurs conseillers, c'est bien d'un portage national (réseau) dont le dispositif a besoin, une reconnaissance de cette expertise, une confiance en ses réseaux de conseillers historiques ou à construire, qui permettront de répondre rigoureusement et de manière homogène sur le territoire aux thématiques technico-économiques de la transition.

L'iceberg s'en est-il allé seul, ou est-ce le glacier qui n'a pas su le retenir ?

Contacts : Mathilde Vauthier, Olivier Dupire et Vanessa Fonseca

mathilde.vauthier@apca.chambagri.fr

olivier.dupire@apca.chambagri.fr

inosys@apca.chambagri.fr



⁷ <http://www.fao.org/world-agriculture-watch/informationsgenerales/fr/>

Chambres d'agriculture France (APCA)

9 avenue George V — 75 008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

E-mail : accueil@apca.chambagri.fr

Siret

180070047 00014

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Nos articles sur le même thème

- *Analyses et Perspectives n°2012 : Mesure du revenu agricole—Revenu des exploitations dans trois observatoires professionnels (Inosys, CIVAM, CERFRANCE)*

- *Analyses et Perspectives n°2013 : 2013-2017—Trajectoires d'évolution des exploitations laitières françaises*

www.chambres-agriculture.fr

